
« Celui qui contrôle le présent contrôle le passé. Celui qui contrôle le passé, contrôle le futur » (Georges Orwell, 1984).

Le communisme, [disait Daniel Bensaïd](#) (2009), n'est « ni une idée pure, ni un modèle doctrinaire de société ». Il reste « le nom d'un mouvement qui, en permanence, dépasse/supprime l'ordre établi » et conteste tous les rapports de domination. Ce communisme-là ne peut donc être identifié aux régimes où des partis uniques, auto-proclamés socialistes ou communistes se sont appropriés les aspirations émancipatrices et les mouvements de masse égalitaires, les réprimant ou les embrigadant pour consolider des privilèges. Comme le souligne Enzo Traverso (2016) : « A la différence d'autres époques de restauration telle la France d'après juin 1848 ou d'après la Commune de Paris, celle ouverte par le tournant de 1989 ne pouvait offrir aux vaincus que la mémoire d'un socialisme défiguré, la caricature totalitaire d'une société émancipée ».

Et pourtant... Il faut démystifier le grand mensonge d'une pseudo-révolution démocratique qui aurait « mis fin au communisme », et revenir – avec les populations concernées – sur les enjeux sociaux, causes et mécanismes internes/externes de « la grande transformation capitaliste » marquant la fin du monde bipolaire. Et l'on doit s'opposer à la volonté des dominants de contrôler l'interprétation des révolutions passées prenant une forme digne du 1984 de Orwell, visant à criminaliser les révoltes et révolutions du XX^e siècle en les réduisant au goulag pour mieux criminaliser les résistances actuelles et à venir.

Le pire pour ceux et celles qui refusent d'accepter le capitalisme comme horizon indépassable, serait d'accompagner involontairement cette offensive réactionnaire, au nom des idéaux non réalisés dans le siècle passé. Un des objectifs centraux de cette contribution est de combattre l'affirmation : « ce n'était pas le socialisme, donc cela ne nous concerne pas » – ou encore « ce sont des débats dépassés ».

Il faut reprendre le fil des plus riches débats passés liés aux expériences révolutionnaires, avant ou contre leur stalinisation bureaucratique, en les actualisant à la lumière du recul historique dont on dispose et des nouvelles luttes.

La construction du socialisme - ruptures, continuités et processus permanents

Pour Lénine et le parti bolchévique des années '1920, l'URSS n'était « socialiste » que dans ses objectifs, pas dans sa réalité immédiate : il s'agissait d'une société en transition entre le capitalisme et le socialisme, dépendante d'un processus de « révolution permanente » analysé par Trotsky, caricaturée par Staline : l'analyse partait du « développement inégal et combiné » des formations sociales de la semi-périphérie capitaliste, comme la Russie et de leur dépendance envers les pays impérialistes. La transformation socialiste d'une telle société y dépendait de trois processus articulés : la transcroissance de la révolution démocratique bourgeoise (révolution de Février) en rupture anti-capitaliste (Octobre) ancrée dans la dynamique même des luttes de classe (David Mandel, 2016) ; la radicale transformation de l'ancienne société au profit des classes dominées vers une société sans classe – sans recettes sur le comment ; l'extension mondiale de la révolution contre le système capitaliste. Un débat dépassé ? (M. Löwy 2000).

Une telle approche tirait toutes les conséquences de l'analyse de l'impérialisme en marquant une inflexion de la pensée marxiste que la stalinisation va occulter : le

capitalisme était analysé comme un système, articulé et hiérarchique, et non une somme d'Etats devant tous connaître le même scénario d'industrialisation. C'était actualiser (on doit encore le faire) le début de prise en compte par Marx des résistances émergeant dans les marges de l'Empire britannique (K.B.Anderson, 2010).

Mais dans un contexte d'isolement de la révolution, après les grands procès staliniens, Staline décrètera que l'URSS était devenue une société socialiste sur la base de la collectivisation forcée de l'URSS (avec toutes ses dimensions d'oppression nationale grand'russe) et de la mise en place de la planification centralisée. Les mesures répressives prises par Lénine pendant la guerre civile seront cristallisées, malgré ses derniers combats (M.Lewin, 2015), en un système stalinien totalitaire.

Il est impossible de comprendre le monde du XXème et XXIème siècle si l'on fait abstraction des dégâts politiques, socio-économiques, idéologiques de longue durée produits par cette stalinisation de l'URSS et au-delà, par tous les phénomènes de bureaucratisation des révolutions ; mais aussi, si l'on pense que la révolution s'est arrêtée avec la contre-révolution stalinienne dans la révolution.

Face à la montée du fascisme et aux comportements des PC, Trotsky a estimé que l'IC stalinisée était morte et décida avec ses camarades de créer la IVè Internationale à la fin des années 1930 - avant même que Staline décide de remplacer le Komintern par un simple Bureau d'information. Cet acte concrétisait la réalité d'un tournant stratégique : désormais la transformation socialiste mondiale était subordonnée à « la construction du socialisme dans un seul pays ». Les PC devaient populariser de façon apologétique les succès soviétiques et éviter tout débordement anti-capitaliste de peur qu'il ne soit attribué à l'URSS - ce qui la gênerait dans ses négociations de partage du monde entre grandes puissances, sur le dos des peuples, comme à Yalta. Si une aide avait été apportée par l'URSS aux combattants du franquisme, ceux-ci furent combattus et assassinés par le Kremlin s'ils allaient au-delà de la lutte anti-fasciste - comme Ken Loach l'a souligné dans son film Land and Freedom.

Mais si le réformisme des partis communistes fut crédible dans le contexte de la reconstruction des pays du centre capitaliste après la guerre, les communistes yougoslaves ne voulurent pas du plan Marshall et ne se plièrent pas aux accords de Yalta. De même, la révolution chinoise ne respecta pas les limites d'un étapisme que la radicalité des confrontations sociales et politiques rendait peu praticables. Toutes ces révolutions furent, selon des chronologies et scénarios différents, sources de crise majeure de l'hégémonie stalinienne soviétique dans le monde communiste, sans pour autant mettre fin au substitutisme du parti unique parlant au nom des travailleurs, ni au bureaucratisme - des maux concernant tout le mouvement ouvrier, même révolutionnaire... (E. Toussaint 2017).

La révolution yougoslave avait un impact continental immédiat et direct sur la sphère d'influence du kremlin (comme en témoignait la popularité des projets de confédération balkanique). C'est pourquoi Staline décida d'« excommunier » le « titisme » en 1948 en le calomniant - et en imposant une purge dans les PC. Mais alors que Mao se réclamera de Staline contre Khrouchtchev - tout en radicalisant le soutien aux résistances anti-impérialistes, les communistes yougoslaves se réclamèrent de Marx et de la Commune de Paris contre Staline - en introduisant l'autogestion en 1950. Cette singularité va ouvrir les vannes d'une expérience d'une très grande richesse dont il faut s'appropriier le bilan de façon plurielle (C. Samary 2010).

La réalité de l'extension de la révolution va accentuer le basculement des Etats-Unis : se présentant initialement comme anti-colonialistes pour rivaliser avec les vieilles puissances européennes, ils adopteront désormais le profil guerrier de « défenseur du monde libre ». La peur du communisme fut auto-réalisatrice à Cuba, l'interventionnisme étasunien radicalisant le processus révolutionnaire jusqu'à la rupture anti-capitaliste et le rapprochement avec l'URSS en 1962. Mais la lutte contre le communisme fut aussi le motif explicite de l'intervention des Etats-Unis au Vietnam après la défaite française. Tel était désormais, dans ce siècle, « l'axe du mal » légitimant les guerres impérialistes supposées civilisatrices, renforçant à son tour la transcroissance des luttes anti-coloniales vers l'anti-impérialisme.

Mehdi Ben Barka (1965) le dirigeant marocain président du comité préparatoire de la conférence Tricontinentale (assassiné avant sa tenue à la Havane en 1966) (R. Galissot, 2005 ; S. Bouamama, 2016) résumait la portée historique de cette conférence, à ses yeux : y seraient représentés « le courant surgi avec la révolution d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice ». La révolution cubaine était à la jonction de ces deux courants. Cette conférence fut bien plus importante et politiquement radicale que celle de Bandung que les études postcoloniales valorisent davantage, à tort (Robert J. C. Young, 2005). L'appel du Che à la Tricontinentale, l'année suivante - « créer un, deux, trois Vietnam » - soulignera sa dynamique : chercher à vaincre l'agression impérialiste et étendre la révolution, - ce qui était aux antipodes de la « coexistence pacifique » entre systèmes recherchée par le Kremlin.

Saïd Bouamama rappelle l'impact de cette conférence contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme à la fois dans le tiers-monde et au cœur même des puissances impérialistes, confrontées à la fois à la montée du mouvement anti-guerre et à la radicalisation de toutes les composantes du mouvement des Noirs étasuniens, ou encore dans les franges révolutionnaires du Mai 1968 en France. Mais cet impact se fait aussi sentir jusqu'à Belgrade dans le juin 1968 de montée des grèves et des occupations de facultés où circulent des textes du Mai 1968 français, mais aussi des photos de Che Guevara et des slogans pour la victoire du FNL vietnamien. S'y ajoutent des revendications - « autogestion de bas en haut ! » et contre la « bourgeoisie rouge »- influencées par les critiques des enseignants marxistes de la Revue Praxis, contre le « socialisme de marché ». Pendant ce temps, en Tchécoslovaquie, les conseils ouvriers soutenus par l'aile autogestionnaire du PC et des syndicats, résistent aux tanks soviétiques, après le Printemps de Prague « pour un socialisme à visage humain ». Les années 1968 (Contretemps, 2008) dans le monde furent marquées par cette « dialectique de la révolution mondiale » (QI, 1963) et la radicalité des confrontations.

De l'extension des révolutions à la restauration capitaliste : quelles leçons ?

La contre-révolution dite néo-libérale initiée au début des années 1980 est une réponse à tout ce qui menaçait de façon structurelle le système-monde capitaliste dans la décennie précédente. Mais on ne peut l'analyser pleinement en faisant abstraction de la réelle confrontation entre deux systèmes dans les années 1970 tous deux traversés de contradictions majeures.

De même, on ne peut comprendre la radicalisation de la contre-révolution et guerre sociale mondialisée sans le tournant de 1989 et l'insertion de la Chine, de la Russie et de l'Europe de l'est dans le système monde capitaliste - il permet la mise en concurrence mondiale de

la force de travail. L'alternative socialisme ou barbarie est plus que jamais actuelle dans des conditions radicalement transformées qui imposent de reprendre le débat stratégique (Samary, 2016).

Dans ce changement de période, il faut souligner l'opacité du basculement d'une part importante de la nomenklatura communiste, vers la consolidation de ses privilèges par les privatisations et sa transformation en bourgeoisie au profil comprador en Europe de l'Est voire dans la Russie de Eltsine, distincte de l'émergence de nouvelles puissances impérialistes en Chine (Au Long Yu 2010) ou dans la Russie de Poutine (Samary, 2015). Ces dernières qui accentuent des dimensions multipolaires du monde capitaliste, n'atténuent en rien, au contraire, la mise en concurrence globalisée de la force de travail, sans précédent historique.

L'analyse concrète du scénario des privatisations des années 1990 permet de mesurer à quel point - notamment voire surtout en URSS :

- l'argent ne fonctionnait pas auparavant comme capital susceptible d'être accumulé : les déséquilibres (et queues) exprimaient une mauvaise production de valeurs d'usage, sans sanction marchande des entreprises (pas de faillites) et des travailleurs (pas de chômage), sans même une réelle comptabilité des coûts, et sans mécanismes marchands d'ajustement et de choix des investissements ;

- le parti/Etat n'était ni le propriétaire légal ni le propriétaire réel des moyens de production que les dirigeants de l'appareil ne pouvaient pas librement gérer et transmettre : une des fonctions essentielles des « privatisation de masse » sans capital fut après la distribution d'actions gratuites aux travailleurs pour leur « rendre ce qui leur appartenait », de permettre l'appropriation privée par l'Etat de l'essentiel de l'industrie. Si on peut parler de façon pertinente de formes bureaucratiques de capitalisme d'Etat, en Chine ou en Russie, c'est bien après 1989. Elles s'accompagnent de la modification radicale du fonctionnement de l'argent comme capital et des rapports marchands, notamment la remise en cause du statut protégé de la force de travail dans l'ancien système - des remarques qui renforcent le point de vue exprimé par Antoine Artous (2015, p.24) contre la tradition althussérienne dans les débats contemporains entre marxistes portant sur l'Etat capitaliste, évacuant l'analyse des rapports marchands.

En Russie, alors que l'accumulation de capital se produisait de façon opaque par dépeçage des parts exportables de l'industrie, et placements des gains dans des paradis fiscaux, le caractère dominant de relations de troc entre entreprises, avec faible chômage, s'est maintenu jusqu'à la crise de 1998, révélant sous des formes de crise, la persistance d'anciennes relations planifiées et l'importance du « salaire social », non monétaire (logements, crèches, magasins, dispensaires de santé, etc) associé à l'emploi dégradé dans les grandes entreprises.

Le cas yougoslave permet aussi de distinguer d'une part des réformes introduisant plus ou moins de marché depuis 1950, mais qui, jusques et y compris la dernière constitution de 1973 du vivant de Tito, ont élargi les droits autogestionnaires ; et d'autre part les réformes de 1989 visant à les détruire et démanteler la propriété sociale. De même, l'analyse concrète de logiques contradictoires voire de tendances à la restauration capitaliste dans les réformes des années 1960 doit être distinguée de la restauration capitaliste effective - sous protection d'un autre Etat.

Enfin, l'analyse concrète permet de cerner les différenciations de la bureaucratie oscillant

entre les classes fondamentales et les contextes d'une intégration à l'ordre capitaliste – des processus concernant aussi les organisations politiques et syndicales de gauche au sein du système capitaliste, enjeux toujours actuels.

Des grands débats économiques à la planification autogestionnaire : quelle gestion des Communs ?

Il est significatif que ce concept de société de transition entre le capitalisme et le socialisme, utilisé par les marxistes des années 1920 en URSS (Boukharine & co, 1972), avant la stalinisation, soit réapparu en rupture avec des concepts apologétiques staliniens de société socialistes, sans conflits : on le retrouve dans les analyses des contradictions de la propriété sociale par les marxistes yougoslaves (R.Supek dir.1973 ; E.Kardelj, 1976) ; mais aussi dans les écrits de Che Guevara (1965). Elle est utilisée par Ernest Mandel (1970) ou Charles Bettelheim (1970) comme elle pouvait l'être par Boukharine et Préobrajensky quelles que soient leurs divergences sur la place du marché qui restait contenu dans un cadre non capitaliste¹.

En substance, les sociétés dites de transition au socialisme étaient analysées par tous les penseurs cités à la fois comme conflictuelles et fragiles, soumises à des pressions capitalistes externes et internes, derrière différentes formes de propriété juridiques, sans que l'avenir soit assuré. Pour tous, une restauration capitaliste était possible, sans que les scénarios n'en soient clairs... les scénarios réalisés se sont produits dans un contexte sans précédent historique (Samary 2008a) : c'est un espace théorique de réflexion et d'analyse pertinent.

Tous les penseurs marxistes évoqués affirmaient leur adhésion aux objectifs communistes mais avaient entre eux des divergences sur les moyens de les atteindre dans les contextes spécifiés ; une avancée socialiste se mesurait par la maîtrise collective des grands choix par les travailleurs (sans clarté sur les moyens) dans le domaine de l'adéquation des valeurs d'usages produites aux besoins. Ce qui soulevait aussi la question du calcul économique de la « dépense de travail socialement nécessaire » adéquate aux critères de cette société, comme le soulignait Bettelheim (Samary, 1988), sans réponse achevée à ce sujet.

La notion de société en transition du capitalisme au socialisme devrait être actualisée sur plusieurs plans. D'une part, il faut combattre une vision étapiste qui cristalliserait des stades distincts : comme on l'a souvent dit, si la finalité communiste n'est pas présente dès le départ, on a peu de chance de s'en rapprocher. La satisfaction des besoins doit par ailleurs aujourd'hui d'emblée intégrer les connaissances et la conscience des enjeux écologiques concernant l'épuisement des ressources de la planète et l'exigence de ne pas les gaspiller – ce qui impose de contester une vision du communisme comme société d'abondance, sans calcul et gestion de biens rares. L'utilisation de prix (donc de la monnaie) peut être utile de façon durable – mais sur la base de revenus égalitaires – pour réguler l'usage de certaines ressources, sans les transformer pour autant en marchandises. Enfin, la remise en cause plus que jamais actuelle de la domination du règne de l'argent et des rapports marchands et la nécessité de mettre la valeur d'usage des biens et services au cœur des choix planifiés ne signifient pas qu'on puisse se passer d'un marché socialisé (sous contrôle social pluriel) des biens et services (comme cela fut souligné par Diane Elson dans le débat entre Ernest Mandel et Alec Nove (C. Samary, 1997)).

Mais il est nécessaire aussi de reprendre et actualiser le grand débat cubain (C. Mesa-Lago C., 1971 ; E. Mandel 1987) sur les stimulants matériels ou moraux. Il se situait en 1963-1964 dans le contexte des réformes marchandes prônées en URSS par Liberman et en Tchécoslovaquie par Ota Sik, prônant une autonomie comptable des entreprises et une responsabilisation des directeurs, assortie de primes s'ils réduisaient les coûts de production. C Bettelheim les soutenait, en considérant que le niveau des forces productives ne donnait pas les moyens d'une réelle maîtrise de la planification centraliste. Che Guevara s'y opposait : d'une part, dans le cas concret de Cuba, il estimait que le pays était suffisamment petit pour qu'une planification centralisée soit opératoire ; mais surtout il était contre des stimulants monétaires désagrégateurs des solidarités et des objectifs socialistes. Ernest Mandel le soutenait, on soulignant comme le Che la nécessité d'introduire, au-delà de récompenses morales, des stimulants matériels mais non monétaires poussant à la coopération entre travailleurs (des améliorations communes concrètes de conditions de travail ou de vie par exemple).

Les dynamiques et contradictions des réformes prônées par Ota Sik ont été vérifiées depuis (Samarly 1988). Mais l'important, est qu'une troisième voie existait à la fois en Tchécoslovaquie (l'aile autogestionnaire du PC et des syndicats), inspirée par les débats yougoslaves, absente du débat cubain. Les marxistes yougoslaves de la revue Praxis à la fin des années 1960 (JM. Palmier, 1973 ; Samarly 2008b) proposaient :

- la création de Communautés d'intérêt autogestionnaires de producteurs, usagers et responsables de l'Etat concernés par un bien ou services spécifié (écoles, crèches, hôpitaux, routes...) : elles devaient gérer ensemble la production et l'usage de ce bien ou service sur la base d'un fonds attribué au niveau territorial adéquat, alimenté par des contributions sociales. Ceci remettait en cause une vision de l'autogestion prise uniquement sous l'angle des producteurs ;
- l'introduction d'une planification autogestionnaire à divers niveaux territoriaux sur la base d'une coopération entre « unités de base du travail associé » élargissant l'horizon de gestion de la propriété sociale à la fois contre l'étatisme et l'horizon borné de l'entreprise ou de la propriété de groupe ;
- l'établissement de Chambres de l'autogestion, au plan communal, républicain et fédéral, à côté des parlements, donnant aux autogestionnaires un espace politique d'élaboration et de contrôle des grands objectifs planifiés.

L'ensemble de ces propositions visaient à créer des cadres de gestion commune de la propriété sociale, aux différents niveaux où elle se concrétisait - une approche qui entre en résonance avec les débats actuels sur les Communs.

Bibliographie

Au Long Yu (2012), *China's rise : strength and fragility* (avec contributions de Bai Ruixue, Bruno Jetin & Pierre Rousset), Resistance Book and IIRE, Merlin Press

Anderson K.B. (2010), *Marx at the Margins, on nationalism, ethnicity and non-Western Societies*, <http://abahlali.org/files/Anderson%20-%20Marx%20at%20the%20Margins.pdf>

Artous A. (2015) -avec Tran hau Hac, José Luis Solis Gonzalès & Pierre Salama, *Nature et*

Bensaïd D. (2009) « [Puissances du communisme](#) ».

Bettelheim C. (1970), *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero

Boukharine N., Prébrajensky E., Trotsky L, (1972), *Le débat soviétique sur la loi de la valeur, Livres Critiques de l'Economie politique*, Maspero.

Bouamama S. (2016), *La Tricontinentale. Les peuples du tiers-monde à l'assaut du ciel*. Ed. du Cetim (Genève) / Syllepse (Paris)

Contretemps (2008) : 1968. Un monde en révoltes.

<http://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/Contretemps%2022.pdf>

Guevara (Che) (1965), *Le Socialisme et l'Homme à Cuba*,

<http://classiques.chez-alice.fr/che/chesoc.pdf>

Gallissot R., (2005) « Mehdi Ben Barka et la Tricontinentale », *Le Monde Diplomatique*, octobre <https://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/GALLISSOT/12827>

Kardelj E. (1976), *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, Anthropos.

Lewin M., (2003), *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard/Le Monde Diplomatique.

Lewin M, (2015) rééd. *Le dernier combat de Lénine*, Syllepse, Page 2

Löwy M., (2000) : « L'actualité de la révolution permanente », *Inprecor*, n°449-450, juillet 2000

Mandel D. (2016) dans *October 1917, Workers in power* (avec des textes P. Le Blanc, E. Mandel, L.Trotsky, R.Luxemburg et Lénine), Resistance Book et IIRE, Merlin Press

Mandel E. (1970), « Du nouveau sur la question de la nature de l'URSS. Lutte entre la 'loi de la valeur' et 'la logique du plan' » *Quatrième Internationale*, n° 45, septembre.

Mandel E. (1987) *Le grand débat économique à Cuba, 1963-1964*,

<http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/le-grand-debat-economique-cuba>

Mesa-Lago C. (1971), « Le débat socialiste sur les stimulants économiques et moraux à Cuba », *Annales, Economies, sociétés, civilisations*, N°2, volume 26,

http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1971_num_26_2_422368

Palmier J.M. (1973) « les difficultés de 'Praxis' et de l'école d'été de Korčula », *L'Homme et la société*, 1973, vol. 27, n°1

http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1973_num_27_1_1797

Quatrième Internationale (QI) archives numérisées

QI (1961) Textes du congrès mondial de janvier 1961. Notamment thèses sur la révolution coloniale - <http://association-radar.org/IMG/pdf/16-014-00092.pdf>

QI(1963)- Textes du Congrès mondial de 1963, notamment « la dialectique de la révolution

Samary C, (1988), Plan, marché et démocratie = l'expérience des pays dits socialistes, Cahiers de l'IIRE, n° 7/8, Amsterdam

http://www.iire.org/images/stories/notebooks/pdf%20cer%207_8.pdf ; en castillan :

<https://fileservet.iire.org/cei/PDF%20CEI%207.pdf>

Samary C. (1997) « Les conceptions d'Ernest Mandel sur le socialisme »,

<https://www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/samary.htm>

Samary C. (2008a), « la grande transformation capitaliste en Europe de l'Est »,

<http://revista-theomai.unq.edu.ar/NUMERO17/Samary.pdf>

Samary C. (2008b) « Du juin 1968 yougoslave aux impasses du titisme », dans le numéro spécial 1968 : Un monde en révolte de la Revue *Contretemps*,

<http://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/Contretemps%2022.pdf>

Samary C. (2010) « L'autogestion yougoslave pour une appropriation plurielle des bilans », Actes do colloque de la CNT, Barcelone

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article21299> (traduit par Viento Sur :

<http://vientosur.info/spip.php?article1048>

Samary C., (2015) « [Russie : du court siècle soviétique à la Russie de Poutine](#) », Revue *Contretemps*.

Samary C. (2016) Contribution au débat sur la situation mondiale et l'impérialisme aujourd'hui. <http://www.cadtm.org/Contribution-au-debat-sur-la>

Supek R. (Ed.) (1973) *Etatisme et autogestion, bilan critique du socialisme yougoslave*, Anthropos.

Traverso E. (2016), *Mélancolie de gauche*, Paris, La Découverte, p.21

Toussaint E. (2017), « Lénine et Trotsky face à la bureaucratie. Révolution russe et société de transition ». <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37007>

Young J.C.R. (2005), NY, « Postcolonialism : From Bandung to the Tricontinental », *Historiein*, Vol 5 <http://ejournals.epublishing.ekt.gr/index.php/historein/article/view/2160>

références

1. ↑ C. Bettelheim était longtemps proche des planificateurs soviétiques. Dans les années 1960 il se rapproche des positions de Liberman ou d'Ota Sik en Tchécoslovaquie contre le Che et Mandel. Puis il se rapproche du maoïsme de la révolution culturelle et rompt avec Cuba. Dans Calcul économique et formes de propriété, il évoque (p.7) des « rectifications » conceptuelles en cours d'élaboration, sans que ce processus soit suffisamment « achevé », dit-il pour qu'il modifie cet ouvrage fort important.